

Objektyp: **Issue**

Zeitschrift: **Schweizer Hotel-Revue = Revue suisse des hotels**

Band (Jahr): **6 (1897)**

Heft 46

PDF erstellt am: **11.07.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Erscheint
Samstags.

Abonnements:
Für die Schweiz:
Zwölf Monate . . Fr. 5.—
Sechs Monate . . Fr. 3.—
Drei Monate . . Fr. 2.—
Für das Ausland:
Zwölf Monate . . Fr. 7.50
Sechs Monate . . Fr. 4.50
Drei Monate . . Fr. 3.—
Vereins-Mitglieder erhalten das Blatt gratis.

Inserate:
20 Cts. per Lepati. Petite
zeile oder deren Raum.
Bei Wiederholungen
entsprechenden Rabatt.
Vereins-Mitglieder
bezahlen die Hälfte.



Organ und Eigentum des
Schweizer Hotelier-Vereins.

6. Jahrgang | 6^{me} Année

Organe et Propriété de la
Société Suisse des Hoteliers.

Paraissent
le Samedi.

Abonnements:
Pour la Suisse:
Douze mois . . Fr. 5.—
Six mois . . Fr. 3.—
Trois mois . . Fr. 2.—
Pour l'Étranger:
Douze mois . . Fr. 7.50
Six mois . . Fr. 4.50
Trois mois . . Fr. 3.—
Aux Sociétaires
gratuitement.

Annouces:
20 Cts. pour la petite
ligne ou son espace.
Rabais pour répétition
de mêmes annonces.
Les Sociétaires
payent moitié prix.

Redaktion und Expedition: Sternengasse No. 21, Basel * TÉLÉPHONE 2406 * Rédaction et Administration: Rue des Etoiles No. 21, Bâle.

PROCÈS-VERBAL
de
L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE
de la
SOCIÉTÉ SUISSE DES HOTELIERS

le 23 octobre 1897, dans la salle du Casino, à Coire.

ORDRE DU JOUR:

- 1^o Rapport de gestion et comptes annuels.
- 2^o Budget pour 1897—1898.
- 3^o Election des commissaires vérificateurs.
- 4^o Rapport sur l'Ecole professionnelle.
- 5^o Election du Conseil de surveillance de l'Ecole.
- 6^o Proposition concernant l'assurance collective des voyageurs et employés contre les accidents.
- 7^o Communication sur la pétition adressée au Conseil fédéral concernant la responsabilité de l'hôtelier.
- 8^o Proposition concernant les récompenses aux vieux employés.
- 9^o Pétition des Sociétés d'employés concernant la suppression du Livre noir.
- 10^o Simplification des certificats d'employés.
- 11^o Communication relative à la confection de nouveaux diplômes de membres.
- 12^o Communication relative à une demande de la Société féminine d'utilité publique.
- 13^o Revision partielle des statuts.
- 14^o Fixation du lieu de la prochaine assemblée générale.
- 15^o Propositions individuelles.

Membres présents du Conseil d'administration:

- MM. J. Tschumi, Hôtel Beau-Rivage, Ouchy, prés.
F. Berner, Hôtel Euler, Bâle.
E. Cattani, Hôtel Titlis, Engelberg.
J. Döpfner, St-Gothard-Terminus, Lucerne.
O. Hauser, Hôtel Schweizerhof, Lucerne.
W. J. Holsboer, Kurhaus, Davos-Platz.
F. Küssler, Hôtel des Salines, Bex.
A. Raach, Hôtel du Faucon, Lausanne.
A. Welly, Kurhaus de Macolin.
F. Wegenstein, Schweizerhof, Neuhausen.

Se sont fait excuser:

- MM. J. de Grisogono, Hôtel Grisogono, St-Maurice.
C. Kracht, Hôtel Baur au lac, Zurich.
G. Wieland, Hôtel Bernerhof, Berne.

Membres présents du Comité.

- MM. Tschumi, Hôtel Beau-Rivage, Ouchy, prés.
A. Raach, Hôtel du Faucon, Lausanne, vice-président.
J. Müller, Hôtel d'Angleterre, Ouchy, trésor.
F. Küssler, Hôtel des Salines, Bex, assesseur.
A. Küpfer, Hôtel Victoria, Glion, assesseur.

Le nombre des autres membres présents s'élève à 90. Leurs noms ayant été publiés dans l'avant-dernier numéro, nous ne les reproduisons pas.

L'assemblée est ouverte à 10^h 1/2 heures du matin par le président, M. J. Tschumi, qui souhaite la bienvenue aux membres présents et les remercie vivement de leur nombreuse participation. Il remercie également de l'honneur qu'on lui a fait en l'appelant à la présidence, puis il rappelle l'extension considérable que la société a prise dans les derniers temps. Ainsi, depuis une année, la section des Grisons a plus que doublé; elle est devenue la plus forte avec 120 membres. Cet accroissement résulte de la fructueuse propagande entreprise par M. Amisler, secrétaire de la Société.

M. le président formule l'espérance que les nouveaux membres se sont fait recevoir non pas seulement par intérêt personnel et pour l'occasion qui leur est donnée de faire de la réclame, mais aussi par intérêt pour la société. La Société doit réaliser une union puissante qui la fera écouter.

Il invite les assistants à se lever pour honorer la mémoire des membres décédés depuis la dernière assemblée générale ordinaire:

MM. M. Störi, Hôtel Schwanderhof, Schwanden;
H. G. Leibbrand, à Lausanne;
François Pilloud, Hôtel Terminus, Fribourg;
J. Vernet-Schmid, Hôtel de la Monnaie, Genève;

F.-X. Borsinger, Hôtel Blume, Baden.
Sont désignés comme scrutateurs: MM. A. R. Armleder, à Genève, et E. Spillmann, à Lucerne.

1^o **Rapport de gestion et comptes annuels.** Ces deux documents ont été imprimés et distribués aux membres. Les comptes ont été examinés et reconnus exacts par les vérificateurs: MM. C. Fliick, à Bâle, et Hafen, à Neuchâtel.

Après quelques explications de M. le président sur le mouvement croissant et le placement des fonds, le rapport et les comptes sont tacitement approuvés.

2^o **Budget pour 1897-1898.** Le budget est approuvé sous réserve des changements éventuels qui pourraient résulter de la revision des statuts (numéro 13).

3^o **Election des vérificateurs des comptes.** M. Fliick, étant destiné à une autre fonction, est remplacé par M. Rob. Haefeli, à Lucerne, comme vérificateur des comptes et M. Hafen, à Neuchâtel, confirmé en cette qualité.

4^o **Rapport sur l'Ecole professionnelle.** M. Tschumi, président du Conseil de surveillance, résume tout d'abord les renseignements contenus dans le rapport administratif sur la marche de l'école, et les complète en disant que, durant le dernier exercice, le niveau intellectuel a été notablement supérieur à celui des années précédentes. Il convient de l'attribuer au fait que la direction a été plus circonspecte dans le choix des élèves, qu'ils ont été soumis à une discipline plus sévère, et que les limites d'âge, imposées pour entrer à l'Ecole, ont été mieux observées. On a dû également regretter, avant l'ouverture du dernier cours, que les inscriptions arrivent trop tard. Au point de vue financier, M. Tschumi fait remarquer que non seulement l'école s'est entretenue au moyen des sommes provenant de la suppression de l'envoi des cartes de visite au Nouvel-An, mais qu'elle possède une fortune d'environ 3000 francs. Il espère que la nouvelle année apportera de nouvelles et nombreuses contributions et remercie au nom de la Société les généreux donateurs.

5^o **Election du Conseil de surveillance de l'Ecole.** Les deux membres démissionnaires: MM. A. Chessac, à Territet, et H. Spahlinger, à Genève, sont remplacés, M. Tschumi ayant exprimé le vœu que le Conseil soit composé, dans la mesure du possible, de membres résidant près de l'Ecole, par MM. P. A. Schmid, Hôtel Beau-Site, et Henri Gehrig, directeur de l'Hôtel du Grand Pont, tous deux à Lausanne. Les autres membres, MM. J. Tschumi, à Ouchy, président, A. Raach, à Lausanne, J. Müller, à Ouchy, et A. R. Armleder, à Genève, sont réélus à l'unanimité.

6^o **Proposition concernant l'assurance collective des voyageurs et des employés contre les accidents.** M. le président Tschumi expose les motifs qui ont dicté cette proposition et lit les articles du Code des obligations qui concernent la responsabilité civile en cas d'accidents. Il mentionne les cas principaux où un hôtelier peut être l'objet d'une action en indemnité et communique une lettre de la Société d'assurance contre les accidents, la *Winterthour*, stipulant quatre espèces d'assurance: 1^o Accidents généraux; 2^o ascenseur; 3^o chevaux; 4^o les trois premières catégories réunies en une seule assurance.

Les conditions sont favorables; ainsi la prime pour les trois premières catégories serait à peine plus élevée que le coût actuel d'une assurance pour ascenseur. Elle serait par lit de fr. 1.25, par ascenseur de fr. 100, par cheval de fr. 4.50, de sorte qu'un hôtel possédant 50 lits, un ascenseur et 2 chevaux paierait une prime annuelle de fr. 171.50, et déduction faite d'un rabais de 10% fr. 154.35, ce qui représente une somme assurée de fr. 30,000 par tête et de fr. 75,000 par catastrophe ou au même accident. Les maisons ouvertes pendant la saison seulement jouiraient sur la prime d'une diminution de 30%.

La Société toucherait un tantième de 20% sur le bénéfice de l'assurance. Celle-ci serait facultative et les membres pourraient la contracter à leur gré pour une, deux ou trois catégories; de plus il en résulterait l'annulation par la nouvelle assurance des contrats déjà passés avec cette Société.

Le président propose, au nom du Conseil d'administration, de renvoyer l'affaire au Comité pour qu'il procède à un nouvel examen et rapporte des conclusions définitives à la prochaine assemblée générale, après avoir préalablement consulté un juriste compétent. L'assemblée se déclare d'accord pour accepter en principe la proposition de son président.

7^o **Communication sur la pétition adressée au Conseil fédéral concernant la responsabilité civile.** M. le président fait savoir qu'il a délibéré de la question avec M. Boiceau, conseiller national à Lausanne, et qu'il lui a fait rédiger une pétition. Il lit les articles du Code des obligations qui ont trait à la responsabilité civile et ajoute qu'aux termes de ces articles, l'hôtelier est complètement livré à l'arbitraire du juge. Les chemins de fer ne sont pas responsables de l'argent et des valeurs que le voyageur transporte avec lui; l'hôtelier ne devrait être déclaré responsable que des objets dont le voyageur lui a expressément confié la garde. Beaucoup d'étrangers portent avec eux une petite fortune en vêtements, etc., et l'hôtelier doit en répondre également. Cette responsabilité devrait être limitée à la somme de 1000 francs au maximum, car celui qui emporte une plus grande quantité de vêtements ou d'effets analogues, doit le faire à ses périls et risques.

Il est donné lecture d'une lettre de M. Guyer-Freuler, à Zurich, lequel propose de demander un avis de droit à un juriste, de le transmettre aux autorités, puis de le livrer à l'impression.

M. le président Tschumi et le Conseil d'administration pensent que la pétition déjà élaborée doit être adressée au Conseil fédéral et que, dans le cas où elle n'obtiendrait pas le résultat désiré ou serait mise au panier, il conviendrait de donner suite à la proposition de M. Guyer et de soumettre à tous les membres du Conseil national et du Conseil des Etats un mémoire rédigé dans le sens susindiqué.

L'assemblée se déclare d'accord avec ce mode de faire et adresse les meilleurs remerciements à M. Guyer.

Voici le texte de la pétition:

A la Haute Assemblée fédérale à Berne.

Très honorés Messieurs les Membres du Conseil National.
Très honorés Messieurs les Membres du Conseil des Etats.
Les soussignés, représentants de la Société suisse des maîtres d'hôtels, agissant en exécution de la décision de l'Assemblée générale réunie à Coire le 23 octobre 1897, ont l'honneur de vous exposer très respectueusement ce qui suit, dans l'espoir qu'après avoir pris connaissance des motifs qui les ont engagés à vous adresser la présente requête, il vous paraîtra légitime d'accéder à leur désir de voir modifier les articles 486 et 487 du Code des obligations, qui déterminent, aujourd'hui, l'étendue de la responsabilité incombant aux aubergistes et hôteliers, envers les voyageurs logeant chez eux, à raison de la détérioration, destruction ou soustraction des effets apportés par ces derniers.

Il est incontestable que le dépôt d'hôtellerie a été de tous temps considéré comme étant, en quelque sorte, un dépôt nécessaire, à l'égard duquel la responsabilité du dépositaire, c'est-à-dire de l'aubergiste ou de l'hôtelier, doit être soumise à des règles particulières, mais il n'est pas juste que ces règles soient formulées de telle façon que, cessant d'être purement protectrice en ce qui touche le déposant, elles en arrivent à exposer le dépositaire au danger trop réel d'être victime de la mauvaise foi des personnes qu'il loge.

Sous l'empire de la loi actuelle, l'obligation d'indemniser le lésé, ou prétendu tel, n'a, pour ainsi dire, pas de limites — un voyageur peut se dire, par exemple, victime d'un vol considérable portant sur des effets autres que ceux dont la garde doit, par prudence, être confiée à l'aubergiste et ce dernier, n'ayant généralement à sa disposition aucun moyen de vérifier l'exactitude d'une telle affirmation, préfère payer ce qu'on lui demande, pour éviter un procès et ne pas nuire à son établissement, quelque raison qu'il ait de douter de la véracité du réclamant.

Ce n'est d'ailleurs nullement dans le but d'échapper au devoir, qui est le leur d'exercer une surveillance rigoureuse sur le personnel et de pourvoir à la sécurité de leurs hôtes, que les maîtres d'hôtels de la Suisse se permettent de critiquer la rédaction

des articles du Code auxquels ils sont soumis, mais ils estiment que les biens obligés peuvent être remplis sans que la protection accordée par la loi aux voyageurs ouvre, à leur détriment, à eux la porte à la fraude.

En ce qui concerne l'argent, or ou billets de banque, ainsi que les bijoux, l'exception faite de ce que le voyageur porte sur lui, les maîtres d'hôtels de la Suisse pensent ne devoir être rendus responsables que des objets qui leur auront été confiés et dont ils auront donné un reçu. Cette formalité remplie, ils reconnaissent leur responsabilité dans toute sa plénitude. En revanche, ils ne croient pas qu'ils puissent être obligés de répondre, d'une façon illimitée, des autres effets qu'ils peut plaire à un voyageur d'apporter ou de dire avoir apporté dans l'hôtel. Les cas sont nombreux, en effet, où les hôteliers ont dû payer la prétendue valeur de ce qui n'avait jamais été volé, car c'est dans la réparation du dommage causé, soi-disant, par soustraction que la mauvaise foi à libre carrière, les pertes résultant de détérioration ou de destruction étant, d'une part, peu fréquentes et pouvant, de l'autre, presque toujours être établies de manière à écarter toute incertitude.

C'est pourquoi, sans exposer les voyageurs à aucun risque, une limitation de la responsabilité légale imposée aux maîtres d'hôtel serait ici des plus équitables et c'est là ce que les soussignés ont prié de bien vouloir en principe déclarer en décidant qu'il y a lieu de réviser dans ce sens les articles 486 et 487 du Code des obligations.

Si leur demande devait être accueillie comme ils osent l'espérer, ils se permettraient d'indiquer la somme de mille francs comme maximum de l'indemnité auquel le voyageur pourrait prétendre pour destruction, détérioration ou soustraction de tous effets non spécialement confiés à la garde de l'hôtelier.

Il va sans dire que, dans tous les cas où le dommage devra être attribué à la faute du lésé, à un événement de force majeure ou à la nature même de l'objet, comme il en est actuellement, la responsabilité du dépositaire ne sera pas engagée.

Les soussignés en ont prié, Monsieur le Président et Messieurs les Membres du Conseil National, Monsieur le Président et Messieurs les Membres du Conseil des Etats, d'agréer l'expression de leur profond respect.

8^o **Récompenses aux vieux employés.** M. le président développe cette proposition. Il y a eu échange de vues à ce sujet dans chaque assemblée générale, mais la question a été constamment ajournée sans recevoir de solution; en effet, ceux des hôteliers qui font partie de la Société internationale des maîtres d'hôtel ont l'occasion d'y faire diplomier leurs employés. Le Conseil d'administration propose de renvoyer la question au Comité pour complément d'étude; toutefois, M. le président est d'avis que le meilleur moyen de mener l'affaire à bien serait de nommer une commission chargée de l'examiner et de soumettre un rapport et des propositions à la prochaine assemblée générale. Voici les noms qu'il propose pour en faire partie: MM. J. Bolter, Hôtel Victoria; J. Meister, Hôtel Schweizerhof, et H. Wanner, Hôtel Wanner, tous trois à Zurich.

L'Assemblée ratifie ces propositions.

9^o **Pétition des sociétés d'employés pour demander la suppression du Livre noir.** M. le président expose que le Livre noir, institué depuis une année et qui est en soi beaucoup plus inoffensif que ne se le figurent les employés, a soulevé dans les cercles de ces derniers une véritable tempête.

Quelques-uns des membres présents prennent la parole pour en recommander le maintien et le président donne lecture de la liste des cas qui justifient l'inscription dans le livre d'informations; finalement l'Assemblée se range à la proposition du Conseil d'administration, comme en ces termes: „Il y a lieu de laisser tomber le Livre noir dans sa teneur actuelle, c'est-à-dire de renoncer à la publication des noms inscrits; il sera établi un livre d'informations d'où seront extraits des renseignements périodiques, communiqués aux membres sous forme de bulletins, analogues à ce qui existe en matière de réclame avec le Livre rouge, et contenant chaque fois les motifs sur lesquels s'appuient les inscriptions“. M. le président rappelle, en ce qui concerne le Livre rouge, les inscriptions commises par certains membres, et invite les assistants à faire un usage absolument discret des bulletins et des communications qu'ils recevront du Bureau central.

10^o **Proposition concernant la simplification des certificats d'employés.** La proposition est ainsi conçue: „Il y a lieu de modifier les

formulaires actuels de certificats distribués par la Société à ses membres, en ce sens qu'ils ne devraient contenir d'espace que pour permettre de constater dans quelles conditions et combien de temps l'employé a occupé une place et que tous les autres détails devraient être laissés à la voie de l'information".

Une discussion animée s'engage sur ce point et la balance oscille entre le pour et le contre. Les adversaires de la nouvelle formule font valoir qu'elle irait bien, tant qu'il ne s'agirait pas d'employés supérieurs, tels que directeurs, secrétaires, premiers sommeliers, chefs de réception, mais qu'un simple certificat de travail serait insuffisant pour ces derniers.

Au surplus, il est d'usage d'engager les employés inférieurs, les casseroles, etc., sur la production de leurs certificats, sans autres informations préalables, il est donc désirable que les certificats de ces employés contiennent un peu plus de détails.

Les partisans du certificat simplifié déclarent, en ce qui concerne les employés supérieurs, qu'une lettre de recommandation spéciale pourrait être jointe au certificat simple, ce que leurs adversaires ne désirent pas.

Après une discussion assez longue, l'Assemblée, dans sa majorité, se prononce en faveur de la proposition du Conseil d'administration, aux termes de laquelle les formulaires de certificat devront contenir dorénavant la place nécessaire pour toutes les observations.

11° Confection de nouveaux diplômes de membres. M. le président communique à l'Assemblée qu'il en raison du nombre très restreint des diplômes restants, le Conseil d'administration a décidé de faire dresser le projet d'un nouveau diplôme, de le faire exécuter après examen et approbation, puis de le distribuer non seulement aux nouveaux entrés, mais à tous les membres.

12° Demande de la Société féminine d'utilité publique. Cette demande tend, d'une part, à faciliter au sexe féminin l'accès des hôtels, avec l'appui de la Société, surtout au point de vue de la cuisine et du service des étages; et d'autre, elle concerne l'Ecole professionnelle d'Ouchy, en posant la question de savoir s'il ne pourrait pas être introduit alternativement un cours destiné aux jeunes filles.

Le Conseil d'administration pense que, sur le premier point, il n'y a pas grand-chose à faire, que, sur le second, l'Ecole professionnelle d'Ouchy ne peut pas, fut-ce pour un temps, être détournée de son but essentiel ni recevoir l'extension désirée; cependant il est d'accord en principe avec la proposition et se déclare prêt, pour le cas où la Société féminine voudrait créer une école spéciale, à subventionner cette école. L'Assemblée approuve ces déclarations.

13° Revision partielle des statuts. §§ 9 et 10. Sur la proposition du Comité l'Assemblée générale se tiendrait désormais au printemps et non en automne, pour jouir de la faculté de se réunir dans des contrées qui, jusqu'ici et vu l'avancement de la saison ne pouvaient être choisies, par exemple, Interlaken, Montreux, le Valais, etc. Cette proposition est adoptée et les §§ 9 et 10 sont modifiés en ce sens que l'année administrative courra du 1er avril au 31 mars au lieu de courir, comme aujourd'hui, du 1er octobre au 30 septembre.

Le § 10 est modifié en ce que la finance d'entrée, au lieu de comporter le quart de la cotisation annuelle, comme auparavant, sera de 10 francs par membre.

§ 13. La proposition du Comité de ne tenir l'Assemblée générale ordinaire que tous les deux ans, soit au printemps (fin mai ou commencement de juin), sous réserve de pouvoir convoquer entre temps une ou plusieurs assemblées extraordinaires, en cas de nécessité, rencontre peu d'écho. L'Assemblée adhère à la proposition du Conseil d'administration, d'après laquelle la Société se réunit ordinairement une fois par année. La fixation de l'époque des assemblées étant laissée au Comité il n'y a pas lieu d'introduire dans les statuts aucune disposition y relative.

§ 16. Les membres de la Société résidant au Tessin ont demandé depuis longtemps la création d'une section tessinoise, c'est-à-dire leur séparation d'avec la section du Lac des Quatre-Cantons. L'Assemblée, considérant que les membres tessinois sont déjà 30, admet leur demande et le § 16 est rédigé comme suit: „Le Conseil d'administration se compose de 21 membres (au lieu de 18), etc.".

§ 18. Sur la demande réitérée de nos collègues des lacs italiens et du lac de Constance (rive droite), la dernière Assemblée générale avait résolu déjà d'inscrire ces deux régions dans le domaine de la Société, ainsi que Chamonix, qui en faisait d'ailleurs partie depuis longtemps, mais de limiter l'extension à ces trois contrées. Le lac de Constance est attribué à la section de Zurich, Chamonix à celle du Valais, et les lacs italiens à celle du Tessin. Le § 18 est modifié dans ce sens.

§ 20. Pour tenir compte de l'accroissement de la Société et des augmentations de responsabilité qui en résultent, la compétence financière du Conseil d'administration est portée de 1000 à 3000 francs.

§ 21. Le Comité, appuyé par le Conseil d'administration, propose, dans un but de simplification et de contrôle plus facile de concentrer désormais les affaires proprement dites de la Société et les travaux du Bureau central et de rédiger ainsi le § 21:

„Le Comité de la Société se compose du président et de quatre membres dont l'un est désigné comme vice-président et l'autre comme secrétaire de ses séances."

Le trésorier est choisi parmi les membres de la Société résidant au siège du Bureau central. En cas de nécessité, il assiste aux séances du Comité.

La durée des fonctions du Comité est de trois ans, comme pour le Conseil d'administration. Le chef du Bureau central officiel remplit d'office les fonctions de secrétaire du Comité et de la Société. Il pourvoit également à tous les travaux écrits du trésorier, concernant les finances d'entrée, les cotisations annuelles, etc., de sorte que le caissier exerce seulement le contrôle des recettes, perçoit les fonds et effectue les paiements d'après les instructions du Comité sous son entière responsabilité."

L'Assemblée se déclare d'accord sur ces paragraphes.

§ 26. En raison des changements apportés aux statuts, il y est introduit un § 26: Dispositions transitoires.

1° Les dispositions relatives à la finance d'entrée entreront en vigueur, immédiatement après qu'elles auront été approuvées par l'Assemblée générale. 2° Les membres actuels du Conseil d'administration demeureront en fonctions jusqu'à la fin de mars 1899. 3° Le Comité sera renouvelé dans l'Assemblée générale de 1899.

La réorganisation aura lieu aussitôt après l'approbation des statuts. 4° La prochaine clôture des comptes aura lieu le 31 mars 1898."

Comme conséquence de ce § 4, concernant la clôture des comptes, le budget, présenté par la loi du rapport administratif, est réduit aux nécessités d'un semestre et approuvé.

Le président ajoute que, par mesure transitoire, une cotisation semestrielle sera perçue dans le courant de février ou de mars, pour la période du 1er octobre au 31 mars 1898, et que la cotisation annuelle sera perçue en automne pour la période du 1er avril 1898 au 31 mars 1899.

En ce qui concerne le § 6 des statuts visant l'admission des membres, il est fait dans l'Assemblée la proposition suivante: „Tout candidat doit être recommandé par deux membres de la localité qu'il habite ou de la contrée environnante", cela pour éloigner des recrues qui ne feraient pas honneur à la Société.

Cette proposition est votée à l'unanimité et le § 6 rédigé dans ce sens.

La révision des statuts, mise aux voix dans son ensemble, est acceptée à l'unanimité.

Le Comité, d'accord avec les autres membres du Conseil d'administration, propose à l'Assemblée de nommer membres honoraires, en reconnaissance des services signalés qu'ils ont rendus à la Société:

MM. F. Berner, Hôtel Euler, Bâle; A. Chessex, Grand Hôtel, Territet; J. Dopfner, Hôtel St-Gothard, Lucerne; F. Wegenstein, H. Schweizerhof, Neuhausen.

L'Assemblée accueille cette proposition avec joie et l'approuve en se levant.

Ceux de ces Messieurs qui sont présents remercient de l'honneur qu'on leur décerne et déclarent qu'ils continueront à travailler pour le bien de la Société.

M. le président leur en adresse des remerciements chaleureux.

14° Fixation du lieu de la prochaine assemblée générale. Ce choix est laissé au Comité et Interlaken, d'où il est parvenu déjà une cordiale invitation, est désigné pour 1899.

15° Propositions individuelles. Il est fait dans l'Assemblée la proposition de ne permettre qu'aux membres de la Société l'accès aux assemblées générales, qu'il s'agisse des séances générales ou de la fête, c'est-à-dire que les fournisseurs seraient formellement exclus et qu'on n'accepterait plus d'eux aucun présent.

Cette proposition est adoptée à l'unanimité. Le président remercie l'Assemblée de son nombre et de l'intérêt avec lequel elle a suivi les délibérations, puis il lève la séance à 2 heures.

Le procès-verbal sera considéré comme adopté si, dans le délai de huit jours, aucune observation ne parvient au Comité.

Rabattgewährung an Vereine.

Vortrag

gehalten von

Hrn. Herfs, Hotelier, in M.-Gladbach

an der

General-Versammlung des Internationalen Vereins der Gasthofbesitzer in Hamburg.

„Das Referat zum 7. Gegenstand unserer Tagesordnung habe ich übernommen, und muss ich vorab erklären, dass ich von meinem Standpunkte jede Bewilligung von Vergünstigungen, seien sie hoch oder niedrig, nicht gutheisse, sondern aufs entschiedenste für verwerflich betrachte."

Die Einräumung von Prozenten sowohl an Vereine, wie an die, in den letzten Jahren wie Pilze hervorgehossenen, sogenannten Reisevereine, zählen zu den schlimmsten Feinden unseres Gewerbes. Sie schädigen dasselbe nicht nur in seiner Gesamtheit, wie in seinen einzelnen Gliedern, sondern würdigen uns herab in der Achtung unserer Mitmenschen, die in unserem Hause Unterkunft und Verpflegung suchen.

Meine Herren! Wohl bin ich mir bewusst, dass die von mir aufgeworfene Frage, ob Rabatt gewährt werden dürfe oder nicht, eine der heikelsten ist, die uns beschäftigen können. Wohl weiss ich, dass gerade in dieser Frage die Meinungen verschieden sind, und dass gerade bei ihr die Freiheit der persönlichen Handlung, die Wahrung der eigenen Interessen eine hervorstechende Rolle spielt. Indem ich mir dessen bewusst, und ich die Schwierigkeiten der Lösung gerade dieser Frage durchaus nicht verkenne, bitte ich die verehrten Kollegen recht dringend, ohne Voreingenommenheit an sie heranzutreten.

Auf der Generalversammlung zu Würzburg im Jahre 1891 nahm ich zuerst Veranlassung, diesen Gegenstand anzuschneiden. Damals hatte

sich zu Düsseldorf eine Firma aufgethan, die „ihre Kunden," in den sich beteiligten Hotels gegen eine Vergütung von nur 10 Mk. jährlich zuweisen wollte, wozu dieselben 10% Rabatt beanspruchen konnten.

Wäre es der Firma gelungen, 1000 Hotels zu gewinnen, so hätte sie eine Einnahme von 10,000 Mk. und damit ein bequemes Dasein, die betreffenden Hoteliers aber nur das Nachsehen.

Eine Garantie für die 10 Mk. übernahm die Firma nicht, ihre einzige Leistung war, den Druck des Buches zu übernehmen. Trotzdem aber, und trotzdem, dass die Unternehmer in Düsseldorf ganz unbekannt Leute waren, wie ich in Würzburg feststellte, hatten sich doch 47 zum Teil erste Hotels, aus unserem Vereine bereitschlagen lassen, und hielt es den Unternehmern nicht schwer, kleinere, nicht zu unseren Vereinen gehörige Kollegen zu engagieren. Die Firma hätte ein grosses Geschäft machen können, wenn wir nicht in Würzburg rechtzeitig dazwischen gefahren wären. Die in der Würzburger Versammlung zum Ausdruck gekommene Aufklärung und Entrüstung wirkte mit fast elementarem Gewalt, wofür manche damalige Einsendung an unsere Wochenschrift Zeugnis ablegt. Es ist nicht uninteressant, daran zu erinnern, eine wie kräftige Sprache in jenen Veröffentlichungen geführt wurde. Es ertönten Warungsrufe gegen die Hotelschänder, welche ihre Pläne auf die niedrigste aller menschlichen Schwächen, den Brodneid gründete. Wo soll es mit uns hinkommen, fragt eine Zurschrift, wenn diese schamlose Art von Reklame sich bei unserem Gewerbe einbürgert? Dahin, dass man uns allgemein für Spitzbuben hält? Dieser Weheruf richtete sich aber nicht nur gegen den äusseren Feind, sondern auch gegen den inneren Feind, gegen die Art von Reklame, die man nicht mehr als fair gelten lassen kann. In einer anderen Zurschrift hiess es: „Wahrlich, es thäte Noth, dass sich auch die Herren „Schmutzkonkurrenten" antraffen und zur Einsicht kämen, dass nur durch sie solche Parasiten am Hotelgewerbe lebensfähig gemacht werden. Weiter kann Ausdrücke „Freibeuter, Ausbeutung, Schmarotzer, H. Isabschneider" vor, und dann wurde ausgeführt, dem Gasthofbesitzer soll jeder Reisende gleich lieb und wert sein, er soll alle mit dem gleichen Masse messen und keinen bevorzugen, nur weil dieser irgend einem Vereine angehört oder irgend einem Unternehmer durch Zahlung eines Beitrages die Taschen füllte. Mag dieser Reisende nun einem Touristen-, Beamten-, Offizier- oder Sparverein angehören, mag er nun an Schultze oder Müller, oder Hans oder Kunz einen Beitrag entrichtet haben. Gleiches Recht für Alle! Wollen wir nicht den verdienten Vorwurf auf uns laden, dass wir unredlich und unlauter in unserem Geschäft sind. Die Schmutzkonkurrenz, welche wegen ihrer Schleuderpreise und unlauteren Reklame ein Schandfleck unseres Gewerbes, und im Grunde genommen auch die Mutter jener schwachvollen Unternehmen ist, wir müssen sie ausmerzen suchen und deutlich sagen, dass wir unsern Berufspflichten auf redliche, allen gleich wohlwollende Weise am besten genügen, und unsere eigenen Interessen am gründlichsten wahrnehmen durch vollständige Ignorierung aller auf den hässlichen Brodneid berechneter und uns in den Augen des Publikums nur diskreditirender Offerten. So, meine Herren, wurde damals unmittelbar nach den Enthüllungen in Würzburg aus unserem Verein gesprochen. Man kann diese Ausdrucksweise nicht immer massvoll, zuweilen wohl etwas gar zu kräftig finden, muss das aber mit dem heiligen Zorn der in ihrem Innersten verletzten Männer entschuldigen.

Mit unblässigen Eifer und grossem Geschick hat seitdem unsere Wochenschrift den Kampf gegen ungebührliche Anstalten an die Hotels, sowie auch gegen unsauberen und unlauteren Wettbewerb fortgeführt, und nicht ohne Erfolg. Voller Anerkennung verdient auch das Organ des Schweizer Hotelier-Vereins, die Hotel-Revue in Basel, ihr gebührt eine wesentlichen Teil an diesem Erfolge. Mancher Kopf der Hydra wurde schon abgeschlagen, und es ist Aussicht, das Unthier mit der Zeit ganz unschädlich zu machen, wenn wir uns einig sind und fest zusammenstehen. Von der Firma in Düsseldorf war bald keine Rede mehr, neuaufgethene Unternehmungen ähnlicher Art, sowie jene Beglückter des Hotelgewerbes, die immer neue, unentbehrliche, Heil und Segen bringende Mittel, um schnellstens reich zu werden, erfinden haben, werden mehr und mehr mit Misstrauen empfangen, und die von den verschiedenen Vereinen herausgegebenen Verzeichnisse von Hotels, die Rabatt gewähren, sind sichtlich zusammengeschrumpt. Das, meine Herren, darf uns nicht verleiten, nimmere die Waffen zu vergraben und die Hände in den Schooss zu legen. Das böse Beispiel, welches der seit vielen Jahren bestehende Offiziers- und Beamtenverein mit Rabattforderung gegeben, hat viele Vereine, als der Touristen, Radfahrer, Medizinisches Warenhaus, veranlasst, ähnliche Ansprüche zu erheben. Dazu kommen noch mancherlei Beamten-Sonder-Vereine mit Rabattforderungen. In Oesterreich wollte sogar der Verein reisender Kaufleute die Hoteliers für seine Wohlfahrtseinrichtungen tributpflichtig machen, was ihm aber nicht gelungen ist. Gegen dieses Ansinnen erhob sich sofort bei unseren österreichischen Kollegen ein rasender Sturm, unsere Wochenschrift hauchte auch bei dieser Gelegenheit kräftig eingegriffen. Lobend muss ich bei dieser Gelegenheit hervorheben, dass der Verein reisender Kaufleute Deutschlands uns mit solchen Anträgen verschont hat. Neben den Vereinen traten eine Menge teils ganz obscurer, sogen. Reisebureaus auf, die behaupten, eine zahlreiche, organisierte Reisekundschaft hinter sich zu haben und für die sogenannte Zuweisung von Reisen-

den Provision von den Rechnungsbeträgen zu erlangen. Das allerneueste auf diesem Gebiete lieferte ein Berliner Reise-Bureau mit einem sagen wir „Zerpfennig-Verein." Das Bureau giebt ein Heft mit Hotelempfehlungen — natürlich nur für bezahlte Anzeigen — heraus und versendet dasselbe gegen 10 Pfennig. Die Inhaber des Heftes geniessen dann in den annuancierten Hotels einen Rabatt von den Hotelinhabern. Denjenigen, die auf ein solches Anerbieten eingegangen sind, sollte man nur zurufen: „Nur die allergrössten Käber, wählen ihre Metzger selber." Die Sache ist aber durchaus nicht spasshaft, sondern höchst beschämend für uns.

(Schluss folgt).

Immer die alte Klage!

Von einem geschätzten Mitgliede erhalten wir folgende Klage:

„Ich habe vor mir einen Brief, in welchem eine der angesehensten Zeitungen Deutschlands mich zum Abonnement einladet, mit dem Versprechen, mein Haus in der Rubrik „Empfehlenswerte Hotels" gratis aufzunehmen. Ich mache eine Wette, dass unter guten Hotels nur diejenigen verstanden sind, die — bezahlen und dass sehr wahrscheinlich das zweifelhafteste Hotel aufgenommen würde, wenn es nur bezahlt. Was mich bei der Geschichte am meisten ärgert, ist immer noch die Art und Weise, wie diese Jäger auftreten; mit einer Bonhomie, einer Protektionsinnigkeit, als wären wir ihnen zu grossem Danke verpflichtet. Gestern war der Vertreter eines grösseren Pariser Blattes bei mir, schwadronierte mir ein Zeug vor, als sei er der reinste Messias und wenn die Hotels nicht immer brillante Geschäfte aufzuweisen hätten, so sei es einzig, weil wir nicht früher seine Zeitung benützten. Er würde jedenfalls noch lange fortreinommen haben, wenn ich ihn nicht ziemlich barsch unterbrochen hätte mit den Worten: „En voilà assez, riservez vos béneices pour les imbéciles." Es ist beschämend für uns, dass solche Menschen, die sich ja meistens aus allen möglichen verfehlten Existenzen und sonstigen *Chevaliers d'Industrie* rekrutieren, sich erlauben, uns mit derartigen hohlen Phrasen zu traktieren; ja, es ist geradezu beleidigend, als Ziel dieser Parasiten betrachtet zu werden. Wird es denn in unsern Kreisen nie Tag werden; will man nie einsehen, dass wir uns lächerlich machen und deshalb auch von unsern Nebenmenschen geachtet und geschätzt werden — wie wir es verdienen? —"

Ein neuer Kniff.

Die „General-Verkehrs-Zeitung" in Hamburg richtet folgendes Schreiben an die Herren *Cancerys* grösserer Hotels:

„Wir erlauben uns hiermit, morgen unter Kreuzband ein Exemplar unserer „General-Verkehrs-Zeitung" an die Adresse Ihres Herrn Chefs zu übersenden, mit der höflichen Bitte an Sie, Einsicht in dasselbe zu nehmen und sich von der grossen und zweckmässigen Verbreitung derselben gefälligst überzeugen zu wollen, und nach stattgefunden Prüfung Ihrem Herrn Chef zwecks Insertion zu empfehlen. — Da erfahrungsgemäss bei der Anzahl von Offerten, die jedenfalls täglich an Ihren Herrn Chef eintreffen, aus Mangel an Zeit sehr oft vorteilhafte Offerten ungenutzt, und in Folge dessen unberücksichtigt bleiben, so wenden wir uns vorerst an Sie mit der Bitte, unsere Offerte im Interesse Ihres geschätzten Hauses nicht unberücksichtigt zu lassen. Für Ihre freundlichen Bemühungen sprechen wir Ihnen im Voraus unsern besten Dank aus und verpflichten uns gleichzeitig, im Falle uns ein Insertions-Auftrag Ihres Hauses zu Teil wird, Ihnen 20% von dem Bruttobetrag des Auftrages zu vergüten, resp. den Betrag sofort nach Eingang der ersten Teilzahlung an Sie einzusenden, zu welchem Zwecke wir um Ihre genaue Adresse bitten."



Zukunfts-Telegraphie. Die „Zentral-Zeitung für Optik und Mechanik" vermittelt einen schwingvollen Ausspruch des englischen Professors Ayrton, eines besonders auf dem Gebiete der Elektrochemie-Offenheit-Forschers. Dieser verstieg sich neulich in einem Vortrage zu der Prophezeiung: „Es unterliegt keinem Zweifel, dass eine Zeit kommen wird, wo Kupferdrähte, Guttapercha und andere Mittel zum Umhüllen der Telegraphendrähte Dinge der Vergangenheit sein werden. Wenn dann jemand seinem Freunde, dessen Aufenthalt er nicht kennt, eine Mitteilung machen will, so wird er mit einer elektromagnetischen Stimme reden, die nur von demjenigen vernommen wird, der das zugehörige elektromagnetische Hörorgan besitzt, für jeden andern aber unverständlich bleibt. Er rufft z. B. „wo bist du?" und er vernimmt von dem, für den die Frage bestimmt war, vielleicht die Antwort: „Ich befinde mich im Bergwerke da und das" oder „in der Mitte des Ozeans", oder „ich übersteige eben die Anden-Kette" u. s. w. Wenn aber keine Antwort eintrifft, so weiss der Fragende, dass der Freund tot ist. Was für ein Rufen und Antworten mag dann von Pol zu Pol gehen, hörbar jedoch nur für die, zwischen welchen die Sprachverbindung verabredet ist, für alle übrigen Menschen aber unvernünftig."

Reisezeiten sonst und jetzt. Im Jahre 1840 waren 70 Tage nötig, um von England das Kap der guten Hoffnung, und 130 um Sydney zu erreichen. Eine Reise von England nach New-York erforderte 40 Tage, nach Jamaica 42 Tage, nach Rio 65 und nach Valparaiso 110 Tage. Heute rechnet die Post von London nur folgende Reisezeiten nach diesen Plätzen: nach Kapstadt 21 Tage, Bombay 18, Sydney 43, New-York 10, Jamaica 18, Rio 21, und Valparaiso 39 Tage. Die durchschnittliche Zunahme an Schnelligkeit beträgt mehr als das Dreifache. Es giebt kaum einen wichtigen Ort auf der Erde, der nicht in 2 Monaten von London aus erreicht werden könnte.

Eine Stube warm zu machen ist leichter, als sie warm zu halten. Da sei denn betont, was eigentlich jeder wissen sollte, dass reine Luft sechs mal so schnell, also auch sechs mal so billig zu erwärmen ist, als verdorbene und dass sich reine Luft auch viel länger hält. Also fort mit der Angst, dass ein einmal gewärmtes Zimmer geschlossen sein könnte, wenn auch Tabaksqualm und sonstige Verderbnisse der Luft kaum mehr das Athmen gestatten! Das Fenster auf! Ein bis zwei Minuten frisch winterlichen Zug hindurch, der alle schlechten Lüfte hinausfegt, und dann wird man sehen, wie angenehm die Luft sich wieder erwärmt.

Eingesalzene Petersilie. Um Petersilie auch zur Winterzeit zu haben, kann man sich im Sommer frisches Kraut von ihr trocken und Pflanzen in Töpfe pflanzen und an frostfreien Orten zum Weiterwachsen aufstellen. Weniger ist dagegen bekannt, dass Petersilie auch in eingesenzen Zustände zum Winterverbrauche tauglich ist. Das frische Kraut wird hierzu im Herbst mit samt den Stielen in ein Gefäss gelegt, mit gekochtem und abgekühltem Salzwasser übergossen und dann noch reichlich Salzwasser hinzugegeben. Das Kraut ist dann noch mit einem reinewaschenen Steine zu beschweren und darf nicht auf der Flüssigkeit schwimmen.

Münzen aus Aluminium werden demnächst in Umlauf kommen, natürlich in — Amerika. Der Münzenausschuss in Washington hat beschlossen, dem Kongress der Vereinigten Staaten den Vorschlag zu machen, die Ausprägung der Aluminium-Münzen schon in der nächsten Tagung zu beschliessen. Sie sollen die bedeutend schweren Nickel-, Bronze- und Kupfer-Münzen ersetzen, und man hofft, dass sie wegen ihrer Leichtigkeit bald volkstümlich werden. Diese Eigenschaft besonderer Leichtigkeit, welche das Aluminium auszeichnet, zerstreute auch die anfänglich gehegten Befürchtungen, solche Münzen könnten Betrügereien Vorschub leisten, weil Aluminium dem Silber sehr ähnlich ist; denn am Unterschiede im Gewicht wird man Aluminium-Münzen leicht, natürlich auch in der Dunkelheit erkennen.

Kleine Chronik.

Aigle. Vier Einwohner von Aigle haben dem Bundesrat ein Konzessionsgesuch für eine elektrische Bahn Aigle-Sépey eingereicht.

Köln. Die Dekretion des Hotel Ernst wurde Herrn H. Wolff (viele Jahre Oberkellner im Hotel Disch) übertragen.

Basel. Laut den Zusammenstellungen des Polizeidepartements sind während des verfloffenen Monats Oktober in den Rathhöfen Basels 15,330 Fremde abgestiegen. (Okt. 1895 13,710).

Basel. Der Portier Scheidegger, welcher am 19. Okt. aus dem Zimmer eines Heisens an 18 Uren, zwei Wechsel und ca. 400 Fr. in Bargeld gestohlen, ist zu zwei Jahren Zuchthausstrafe verurteilt worden.

Florenz. Herr C. Kraft hat das im Frühjahr übernommene und seither unter bedeutendem Kostenaufwand als nunnehriges „Grand Hotel“ umgebaut Hotel de la Paix vorige Woche eröffnet.

Italien. Der Bau eines Hotels auf dem Vesuv, zu San-Salvatore, ist geplant, das als Sommerfrische dienen soll. Es würde dies das erste Haus solcher Art in der Umgebung von Neapel sein.

Montreux. Die Aktiengesellschaft, welche kürzlich das Hotel-Restaurant Tonhalle in hier erworben, hat Herrn P. Gorg, früher Besitzer des Hotel National in Ragaz, zum Direktor auf drei Jahre ernannt.

Nizza. Herr Habegger-Kern, der sich ins Privatleben zurückzieht, hat sein Grand Hotel des Palmiers an seinen Neffen, Herrn Ch. Manz-Siegler aus Zürich käuflich abgetreten.

Elektrische Eisenbahn von Spiez über die Gemati nach Lenk. In einer bedinglichen Botschaft zu handlen der Bundesversammlung beantragt der Bundesrat Nichtzutreten auf das bezügliche Konzessionsgesuch der Herren Bucher-Durrer in Kerns und E. Plotron in Meiringen.

Auszeichnung. Die Firma Alf. Diener in Wädenswil hat an der Internationalen Fach-Ausstellung für Brauer, Hoteliers, Restaurateurs, Weinländer etc., Abteilung: Neuheiten und Erfindungen, in London, für ihre Hotel-Zirkulations-Kaffeemaschinen den grossen Ehrenpreis, Ehrenkreuz und goldene Medaille, erhalten.

Lausanne. Das Bundesgericht hat gemäss dem Antrag seines Referenten die Hoheitsrechte des Kantons Schaffhausen über den obren Teil des Rheins bis zur badischen Grenze in der ganzen Ausdehnung des Flusslaufes als begründet anerkannt, die gleich lautenden Ansprüche auf den unteren Teil reduziert, so dass hier die Mitte des Flusslaufes die Kantonsgrenze bildet.

Schweizer Briefmarken. Nachdem die Versuche, eine Weltpostmarke einzuführen, resultatlos geblieben sind, steht nun in der Schweiz die Einführung einer Aenderung der Farbe bevor: die braune Fünfer-Marke wird grün, die grüne 2er-Marke blau und die blaue 50er-Marke braun. Unsere Marken korrespondieren dann hinsichtlich der Farben mit den entsprechenden Wertzeichen umliegender Länder.

Wallis. In Siders hat sich jüngst ein Walliser Verkehrs- und Verschönerungsverein gebildet. Die Gastwirte von Zermatt, die Gemeinde Zermatt und die Eisenbahnverwaltung trafen ein Uebereinkommen, nach dem jedes Jahr 4 bis 5000 Fr. zur Verschönerung der Wege an öffentlichen Plätze angewendet werden sollen. Damit werden die Klagen über schlechte Verkehrsmittel in den Walliser Alpen auf eine praktische Weise berücksichtigt.

Graubünden. Herr Holzboer in Davos hat mit der Firma Philip Holzmann in Frankfurt a. M. einen Vertragsvertrag vereinbart, laut welchem sich diese Firma verpflichtet, bis 1904 das ganze Bündner Schmalspurnetz auszubauen (Reichenau-Dienst, Filisur-Davos, Thusis-St. Moritz-Schuls, St. Moritz-Gastasegn). Die deutsche Bank garantiert für die Aktien und Obligationen, welche die Firma Holzmann nach Fertigstellung jeder Teilstrecke erhält, und verpflichtet sich zugleich, die nötigen Gelder während der Bauperiode zu beschaffen, alles unter der Voraussetzung, dass der Bund eine Subvention von acht Millionen bewilligt.

Kollektiv-Reklame. In Homburg v. d. H. hat am Montag, den 1. November die erste Sitzung des Ausschusses für Kollektivreklame des Bades Homburg stattgefunden. Von der eingeladenen städtischen Kur- und Badeverwaltung war der Kurdirektor, Herr Freiherr von Maltzahn anwesend. Der dem Ausschusse beigegebene Decernent des Vereines Homburger Gasthofbesitzer teilte mit, dass der Verein die Summe von ca. 10,000 Mk. aus Zeichnungen seiner Mitglieder zu diesem Zwecke aufbringen würde. Ausser Annoncen u. s. w. beabsichtigt der Ausschuss auch eine Summe als Beihilfe für medizinische Vorträge in grösseren Städten Deutschlands und des Auslandes zu bewilligen.

Solothurn. Passionspiel in Setach. Die Versammlung der rasch bekannt gewordenen Setacher Passionspieler beteiligten Mitwirkenden hat am Sonntag beschlossen, mit den Aufführungen der Passion nicht bis 1900 zu warten, wie anfänglich geplant war, da dieses Jahr durch die Weltausstellung und durch die Spiele in Oberammergau zu viel Konkurrenz bietet, sondern das Schauspielhaus schon nächstes Jahr wieder zu öffnen. Die Zahl der Aufführungen wurde vorläufig auf 18 festgesetzt. Das Personal der Spiele im wesentlichen durchaus dasselbe geblieben ist, werden die neuen Aufführungen den früheren an Freilichkeit nicht nachstehen.

Spiele in den Kurhäusern der Fremdenplätze. Zu der Konferenz im alten Bundesratshaus in Bern waren die kantonalen Justizdirektoren von Genf, Waadt, Bern, Luzern, Aargau und Graubünden eingeladen. Die Konferenz war einverstanden, dass die Spiele nicht bis 1900 zu warten, wie anfänglich geplant war, da dieses Jahr durch die Weltausstellung und durch die Spiele in Oberammergau zu viel Konkurrenz bietet, sondern das Schauspielhaus schon nächstes Jahr wieder zu öffnen. Die Zahl der Aufführungen wurde vorläufig auf 18 festgesetzt. Das Personal der Spiele im wesentlichen durchaus dasselbe geblieben ist, werden die neuen Aufführungen den früheren an Freilichkeit nicht nachstehen.

Eisport. Die Termine für die diesjährigen Meisterschaftsläufe in Kunst und Schnellauf sind vom Internationalen Eisklubverein folgendermassen festgesetzt worden: Weltmeisterschaft im Schnellauf am 5. und 6. Februar in Davos. Europameisterschaft im Kunstlauf am 6. Februar in Tronheim, Europameisterschaft im Schnellauf am 19. und 20. Februar in Helsingfors und Weltmeisterschaft im Kunstlauf am Mitte Februar in London. Die genaue Zeit der Abhaltung ist beim letzteren noch nicht definitiv bestimmt. Der Davoser Eisklub gedenkt mit dem Schnellauf und die Weltmeisterschaft auch noch ein Schnellauf für die Davoser Jungmannschaft zu verbinden. Dazu kommt ein internationales Kunstlaufen für Junioren und Senioren. Neu ins Programm aufgenommen wird ein Paarlaufen für Damen und Herren. Weiter ist ein Kunstlaufen zu sehen in Aussicht genommen, wobei wiederum ein Figurenlaufen durch vier Engländer, vier Mönchen und vier Wiener zur Ausführung gelangen soll, um dadurch die verschiedenen Schulen zur Geltung kommen zu lassen.

Luzern. Verzeichniss der vom 1. Mai bis 15. Oktober 1897 in den hiesigen Gasthöfen und Pensionen abgestiegenen Fremden:

	1897	1896
Oesterreich	31,876	28,661
Oesterreich-Ungarn	3,071	2,859
Grossbritannien	17,149	19,704
Verein. Staaten (U.S.A.) u. Canada	8,546	10,445
Frankreich	8,702	9,839
Italien	2,964	3,012
Belgien und Holland	3,673	3,904
Dänemark, Schweden, Norwegen	681	816
Spanien und Portugal	336	523
Russland (mit Ostseeprovinzen)	2,811	3,085
Balkanstaaten	220	351
Schweiz	13,934	12,815
Asien und Afrika (Indien)	234	691
Australien	239	176
Verschiedene Länder	293	304
Personen	95,258	97,185

* Vereine, Gesellschaften, Schulen, Geschäftsreisende etc. sind in diesen Zahlen nicht inbegriffen.

Theater.

Repertoire vom 14. bis 21. November 1897.

Stadtheater Basel. Sonntag 3 Uhr: *Max und Moritz*, ein Bubenstück in 7 Streichen. Sonntag 7 1/2 Uhr: *Das grobe Hemd*, Volksstück. Montag 7 1/2 Uhr: *Tunihäuser und der Sängerkrieg auf Wartburg*, grosse Oper. Mittwoch 7 1/2 Uhr: *Aida*, grosse Oper. Donnerstag 7 1/2 Uhr: *Das grobe Hemd*, Volksstück. Freitag 7 1/2 Uhr: *La Traviata*, Oper. Sonntag 3 Uhr: *Die Jungfrau von Orleans*, Tragödie. Sonntag 7 1/2 Uhr: *Hänsel und Gretel*, Märchenspiel. Hierauf: *Die Puppenfee*, pantomimisches Ballettverissement.

* Fr. E. Schulz, Opernsängerin aus Basel a. G.

Stadtheater Bern. Sonntag 3 Uhr: *Renaissance*. Sonntag 8 Uhr: *Hasemanns Tochter*. Montag 8 Uhr: *Wilhelm Tell*. Mittwoch 8 Uhr: *Zampa*. Donnerstag 8 Uhr: *Hans Hucklebey*. Freitag 8 Uhr: *Don Juan*. Samstag 8 Uhr: *Die Stützen der Gesellschaft*.

* Hr. Leone Fumagalli als Gast.

Stadtheater Luzern. Repertoire ausgeblieben.

Stadtheater Zürich. Sonntag 3 Uhr: *Wilhelm Tell*, Schauspiel. Sonntag 7 1/2 Uhr: *Fledermaus*, Operette. Montag 7 1/2 Uhr: *Donna Diana*, Oper. Mittwoch 7 1/2 Uhr: *Fantst. Schauspiel*. Donnerstag 7 1/2 Uhr: *Robert der Teufel*, Oper. Freitag 7 1/2 Uhr: *Mikado*, Operette. Samstag 7 1/2 Uhr: *Stützen der Gesellschaft*, Schauspiel. Sonntag 3 Uhr: *Mikado*, Operette. Sonntag 7 1/2 Uhr: *Wilhelm Tell*, Schauspiel.

Verantwortliche Redaktion: Otto Amser-Aubert.

Zeugnishefte & Anstellungsverträge
stets vorrätig für Mitglieder.
Offizielles Centralbureau in Basel.

Seid.-Samte und Plüsch
Frcs. 1.90 bis 23.65 per Meter
G. Henneberg's Seiden-Fabriken, Zürich.

Briefpapier
Postkarten, Couverts
mit Firma-Druck und mit
inschriftlichen
Notizen
Schweizer-
Verlags-Druckerei
Basel.

G. Ryhner Mühlegasse Zürich I.
Special-Agentur
Kauf und Pacht von
Hôtels & Restaurants
Zu verkaufen: 1692

- 1 Kurhotel im Engadin im Preise von Fr. 275,000.
- 1 Badhotel im Bündner Oberland, Preis Fr. 50,000.
- 1 Kurhotel in der Ostschweiz, Preis Fr. 270,000.
- 1 Kurhotel im Berner Oberland, im Preise von Fr. 175,000.
- 2 Hotels in Zürich in Preisen von Fr. 200,000 und Fr. 270,000.
- 3 Hotels im Toggenburg in Preisen von Fr. 60,000 bis 90,000.
- 3 Hotels im Rheintal, in Preisen v. Fr. 55,000, 85,000 u. 120,000.
- 4 Hotels im Kt. Zürich, in Preisen von Fr. 70,000 bis 118,000.
- 3 Hotels im Kt. Thurgau, in Preisen von Fr. 42,000 bis 90,000.
- 2 Hotels im Kt. Aargau, in Preisen v. Fr. 80,000 u. Fr. 110,000.
- 3 Hotels im Kt. St. Gallen, in Preisen v. Fr. 70,000 bis 125,000.
- 2 feine Kurhotels am Vierwaldstättersee in Preisen Fr. 170,000 und Fr. 330,000.
- 2 Hotels am Luganersee mit 16 und 50 Betten.
- 1 Hotel am Rheinfall, Jahresgeschäft, 26 Zimmer.
- 1 Mineralbad in der Ostschweiz, Preis Fr. 45,000.
- 1 Berghotel im Kt. Bern mit zirka 300 Hektaren Wald und Alpen. Preis Fr. 220,000.
- 1 Jahresgeschäft, Kurort, im Kt. Graubünden. Preis Fr. 115,000.
- 1 Jahresgeschäft in Süddeutschland. Preis Mark 140,000.
- 1 Hotel in Davos, Jahresgeschäft. Preis Fr. 180,000.

Direktor-Stelle
in Hotel u. Kurhaus ersten Ranges zu besetzen. — Nur erste Kräfte beliebigen Offerten einzureichen unter Chiffre F6406 an die Annoncen-Expedition Adolf Mosse, Zürich. M1257Z

Guteingrichtetes
Hotel
in gewerblicher Stadt in bester Geschäftslage ist unter günstigen Bedingungen wegen Familienverhältnissen sofort zu vermieten.
event. zu verkaufen. — Auskunft erteilt unter Chiffre L4243Y Haasenstein & Vogler, Bern. 1631

Tafeltrauben,
Hoheitsse, 5 Ko. Kistchen Fr. 2.60
Mehlga, garantiert echt, 4jährig, 15 50
16 Ltr. Fass
Gedort. Süssbirnen (Stückli) 10 Ko. 5.10
Grüne Kastan, Maroni 10 Ko. Fr. 2.50
Zwiebeln, gelbe, halbe, 10 — 2 —
F. Jobz, Versandgeschäft, Muri (Aarg.)

MAISON FONDÉE EN 1811.
BOUVIER FRÈRES
NEUCHÂTEL (SUISSE)
SWISS CHAMPAGNE
DOUX TRÈS SEC
* * * * *
MI-SEC BRUT
* * * * *
SEC ROSÉ
* * * * *

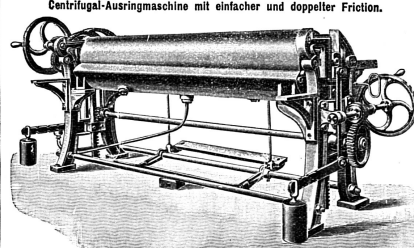
Se trouve dans tous les bons Hôtels suisses.

Bahnstr. 74
Max Oettinger, Zürich
Cigaretten
Bahnstr. 74

Zu kaufen oder zu pachten gesucht:
Kleines Hotel oder Café-Restaurant
an schöner Lage und mit guter Rendite von einem erfahrenen Hotelier, welcher über die nötigen Garantien verfügt.
Geft. Offerten sub Chiffre 1630 an die Expedition der „Hotel-Revue“.

CHAMPAGNE
Pommery & Greno, Reims
CARTE BLANCHE
GOUT FRANÇAIS
Agent général pour la Suisse, l'Italie, etc., A. A. DELVAUX, NEUILLY-SUR-SEINE.

Unentbehrlich für Hotels und Pensionen.
Neues System Biegel-u. Trockenschleime m. Dampf-u. Gasheizung
mit deutscher Pression, womit glatte gestärkte Wäsche gebügelt werden kann.
Einziges System gestärkte Vorläufe bügeln zu können, und völlig trocken zu glatte Bett- und Tischwäsche zu erhalten.
Centrifugal-Ausrüstung mit einfacher und doppelter Friction.



Komplete Wascheinrichtungen.
C. Séguin, Constructeur, Mülhausen i. E.

D ans un grand centre industriel, prospère et florissant est la Suisse romande on demande un bon
Hôtelier-Restaurateur
capable et actif, possédant un capital, pour reprendre un
Grand Hôtel de premier ordre
admirablement situé.
Adresser les offres au Bureau du Journal sous chifff. 1629.

Das Christliche Kellnerheim Zürich
20 Thalgasse 20
empfiehlt sich den
Herren Hotel-Angestellten
zur gefl. Benützung. 1601 H4613Z

Hotel-Adressbuch
der Schweiz.
Herausgegeben vom Schweizer Hotelier-Verein.
Zweite verbesserte Ausgabe
5000 Adressen enthaltend.
Zum Preise von 5 Fr. (für Vereinsmitglieder 3 Fr.) zu beziehen durch das Offizielles Centralbureau des Schweizer Hotelier-Vereines, Basel.

Vins fins de Neuchâtel
SAMUEL CHATENAY
Propriétaire à Neuchâtel 288
Médailles de 1re classe aux Expositions.
Marque des hôtels de premier ordre.
Dépôt à Paris: J. Huber, 41 rue des Petits Champs.
Dépôt à Londres: J. & R. McCracken, 38 Queen Street City EC.

